



CNRS – Délégation Occitanie Ouest
16 Avenue Édouard Belin
BP 24367
31055 TOULOUSE Cedex 4



05.61.33.60.00

Marché N°25.14.018

**Marché de maîtrise d'œuvre portant sur l'aménagement Opti-
Bureaux Services DR14
CNRS Délégation Occitanie Ouest à Toulouse**

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

CCAP N°25151 du 15/04/2025



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales - intervenants.....	4
1-1-Objet du marché	4
1-2- Etendue du marché	4
1-2-1- Décomposition en lots.....	4
1-2-2- Tranches - Variantes	4
1-3-Sous-traitance.....	4
1-4-Catégorie d'ouvrage et nature des travaux	5
1-5-Contenu des éléments de la mission	5
1-6- Conduite d'opération.....	5
1-7- Contrôle technique	6
1-8- Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	6
1-9-Durée/délai d'exécution du marché.....	6
Article 2 - Pièces constitutives du marché	6
Article 3 - TVA.....	6
Article 4 - Variation dans les prix	7
4-1-Type de variation des prix.....	7
4-2- Mois d'établissement des prix	7
4-3- Choix des index de référence.....	7
4-4- Modalités d'actualisation des prix.....	7
4-5- Détermination des prix de règlement.....	8
4-6- Variation provisoire	8
Article 5 – Clause de réexamen.....	8
Article 6 - Règlement des comptes du titulaire.....	10
6-1- Retenue de garantie	10
6-2 – Avance.....	10
6-3- Acomptes.....	11
6-4- Solde	14
6-5- Délais de paiement	15
6-6- Intérêts moratoires.....	15
6-7- Règlement en cas de cotraitants	16
6-8- Règlement en cas de sous-traitant	16
Article 7 - Délais - Pénalités phase "études"	17
7-1- Délais d'établissement des documents d'études	17
7-2- Pénalités encourues pour retard	17
7-3- Réception des documents d'études.....	17
Article 8 - Phase Travaux.....	19
8-1- Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs.....	19
8-2- Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	19
8-3- Instruction des mémoires de réclamation.....	20
Article 9 : Modalités de présentation des documents établis dans le cadre de la mission AOR - Pénalités.....	21
Article 10 - Coût prévisionnel des travaux	21
Article 11 - Conditions économiques d'établissement.....	21
Article 12 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	21
Article 13 - Seuil de tolérance	22
Article 14 - Coût de référence des travaux	22
Article 15 - Coût de réalisation des travaux	22



Article 16 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	23
Article 17 - Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	23
Article 18 - Comparaison entre réalité et tolérance	23
Article 19 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance	23
Article 20 - Mesures conservatoires	23
Article 21 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	23
Article 22 - Suivi de l'exécution des travaux	24
Article 23 - Utilisation des résultats (Propriété Intellectuelle)	24
Article 24 - Arrêt de l'exécution des prestations	24
Article 25 - Achèvement de la mission	24
Article 26 - Résiliation du marché	24
Conditions de résiliation	24
Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire (article 30.3 du présent CCAP N°25151)	25
Article 27 - Confidentialité	25
Article 28 - Assurances	26
Article 29 - Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers	26
29-1- Principes généraux	26
29-3- Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.	26
Article 30 – Clauses ZRR (Zone à Régime Restrictif)	27
30-1- Mesures de sécurité particulières	27
30-2- Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	28
30-3- Mesures de portée générale	29
Article 30 – Protection des données à caractère personnel	29
Article 31 – Attribution de juridiction	31
Article 32 - Dérogations au CCAG-MOE	31



Article 1 - Objet du marché - dispositions générales - intervenants

1-1-Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre portant sur l'aménagement Opti-Bureaux Services DR14 du CNRS Délégation Occitanie Ouest à Toulouse selon les éléments précisés dans le programme N°XXXX .

Il est établi dans le respect des dispositions prévues aux articles L2123-1 et R2123-1-1° du Code de la Commande Publique.

1-2- Etendue du marché

1-2-1- Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

1-2-2- Tranches - Variantes

Le présent marché ne comporte pas de variantes.

La mission de maîtrise d'œuvre est répartie **en trois tranches** se décomposant comme suit :

Une tranche ferme qui consiste à réaliser les missions DIAG (mission complémentaire), APS, APD/PRO et ACT-DCE pour l'ensemble des travaux (sur la base d'un coût prévisionnel total des travaux de 850 000 € HT), ainsi que la réalisation des missions VISA, DET et AOR pour une partie des travaux réalisée **l'année N** s'élevant à environ **135 000 € HT**.

Deux tranches optionnelles :

- Tranche optionnelle n°1 : consiste à réaliser le suivi de travaux à savoir les missions VISA, DET et AOR pour les travaux prévus **l'année N+1** s'élevant à environ **357 500€ HT**.
- Tranche optionnelle n°2 : consiste à réaliser le suivi de travaux à savoir les missions VISA, DET et AOR pour les travaux prévus **l'année N+2** s'élevant à environ **357 500€ HT**.

Si une tranche optionnelle n'est pas affirmée, il ne sera accordé au titulaire aucune indemnité d'attente ni de dédit.

Le délai maximal d'affermissement des tranches optionnelles est de 24 mois, à compter du démarrage de la tranche ferme.

1-3-Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 Code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-



traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 et R2193-12 du Code de la Commande Publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 du Code de la Commande Publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation du marché, s'applique également aux sous-traitants.

Le CNRS se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre (MOE). Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

1-4-Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment et concerne une réutilisation/réhabilitation (cf. programme N°25152).

1-5-Contenu des éléments de la mission

1-5-1-Eléments de missions

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont les suivants :

Contenu des éléments de missions :

Missions de base :

- ❖ Avant-Projet Sommaire (APS)
- ❖ Avant-projet définitif / Etudes d'avant-projet (APD / PRO)
- ❖ Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT-DCE)
- ❖ Examen de conformité-visa (VISA)
- ❖ Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)
- ❖ Assistance lors des opérations de réception (AOR)

Mission complémentaire :

- ❖ Mission 1 : Diagnostic (DIAG)

1-6- Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Service des Affaires Immobilières et Logistique de la Délégation Occitanie Ouest du CNRS.



1-7- Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant les missions suivantes : **LE + S + HAND**.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1-8- Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération s'effectuera conformément aux dispositions du code du travail et des textes pris pour leur application.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au Maître d'œuvre.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

1-9-Durée/délai d'exécution du marché

Les stipulations de l'acte d'engagement (article 4) sont applicables.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ↳ L'acte d'engagement et son annexe N°1 dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification de marché,
- ↳ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP N°25151),
- ↳ Le programme N°25152,
- ↳ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors du mois d'établissement des prix finaux (mois mo),
- ↳ Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux,
- ↳ L'offre technique du titulaire,
- ↳ Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieurs à la notification du marché (DC4),

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 3 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.



Article 4 - Variation dans les prix

4-1-Type de variation des prix

Le prix est actualisable dans les conditions prévues à l'article 4-4.

4-2- Mois d'établissement des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres définitives, « mois mo » (mo Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

4-3- Choix des index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 2010).

4-4- Modalités d'actualisation des prix

Le prix de la tranche ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix final dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions que la tranche ferme.

L'actualisation prévue par l'article 4-1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (Cn) d'actualisation donné par la formule

$$C(n) = I(m - 3)/I(o)$$

dans laquelle:

Io est l'index Ingénierie du mois mo Etudes (mois d'établissement du prix de remise de l'offre finale)
Im-3 est l'index Ingénierie du mois m : valeur de l'index de référence au mois m (mois de début d'exécution) diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois m du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

Ce mois m (mois de début d'exécution) est déterminé comme suit :

- Pour les éléments d'étude APS, APD / PRO et ACT

- a) Si la durée d'exécution de l'élément est inférieure ou égale à un mois :
 - index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage ;
- b) Si la durée d'exécution de l'élément est supérieure à un mois :
 - moyenne arithmétique des valeurs de l'index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation.

- Pour l'élément VISA

- Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'art. 6.3.3 ci-après est remis au maître d'ouvrage.



- Pour l'élément DET
 - Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément au 6.3.4. a. ci-après.
- Pour l'élément AOR
 - Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'art 6.3.4.b. du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la partie 4 de l'article 6.3.4 du présent CCAP.
- Pour les missions complémentaires
 - Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément au 6.3.5. a. ci-après.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

4-5- Détermination des prix de règlement

Pour la réalisation des ouvrages mentionnés à l'article L. 2412-1 du code de la commande publique, les marchés de maîtrise d'œuvre sont passés à prix provisoires conformément aux dispositions du titre III du livre IV de la deuxième partie de ce même code.

Dans ce cadre, le passage à la rémunération définitive s'opère par une clause de réexamen en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, précisée à l'article 5 du présent CCAP N°25151.

Pour la mission complémentaire, la rémunération est définitive.

4-6- Variation provisoire

Il n'est pas prévu d'actualisation de prix provisoires.

Article 5 – Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par modification de marché, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour l'actualisation des prix du marché.

- **Modification du programme et/ou de l'Esquisse après le Diagnostic.**

Sans objet.

- **Adaptation du programme en cas d'aléa avant l'APD ou après APD.**



La modification de programme ou la demande de prestations complémentaires par le maître d'ouvrage est susceptible d'entraîner la modification du forfait dans deux hypothèses.

1. Modification du programme ou des prestations **avant** la remise des études d'avant-projet définitif. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage indiquera, le cas échéant, la modification de l'enveloppe affectée au financement des travaux sur la base de laquelle il sera procédé au calcul d'un nouveau forfait provisoire de rémunération. La modification du programme ou des prestations, l'adaptation éventuelle de l'enveloppe affectée aux travaux, le calcul, le cas échéant, du nouveau forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre ainsi que les possibles incidences sur les délais contractuels de remise des éléments d'études feront l'objet d'une modification au marché de maîtrise d'œuvre.

2. Modification du programme ou des prestations **après** la remise des études d'avant-projet définitif. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre négocieront et arrêteront par modification de marché au marché de maîtrise d'œuvre, les répercussions de ces modifications du programme ou de prestations sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre, sur l'estimation prévisionnelle définitive du maître d'œuvre ainsi que sur le délai contractuel du marché.

Passage de rémunération à prix provisoire à rémunération à prix définitif de la mission de base.

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux /

$$« Co » Fp = t \times Co$$

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel (C) des travaux est établi.

Le forfait définitif de rémunération (Fd) est le produit du taux de rémunération « t' » par le montant du coût prévisionnel « C » sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

$$Fd = t' \times C$$

Si le coût prévisionnel proposé est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage de l'élément APD vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif. Si le coût prévisionnel proposé n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, la modification de marché permettant de fixer le coût prévisionnel fixe également le forfait définitif de rémunération.

Le forfait définitif est égal au produit du taux de rémunération t' par le coût prévisionnel C dans les conditions suivantes :

$$Fd = t' \times C$$

Coût prévisionnel C en euros HT Rémunération sur la base du taux :

$$t' \times C \leq Co \quad t' = t \quad C > Co \quad t' = t \times (Co/C)$$

Sachant que :

Co = la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'ensemble des travaux

C = le coût prévisionnel des travaux déterminé aux études APD

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Pour les missions complémentaires le prix fixé à l'acte d'engagement est définitif. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo « études » figurant à l'acte d'engagement. Les taux de rémunération provisoire et définitif seront arrondis au centième. Cela signifie que la deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes :

- Si la troisième décimale est inférieure à cinq, la deuxième décimale est conservée,
- Si la troisième décimale est supérieure ou égale à cinq, la deuxième décimale est majorée à l'unité supérieure

Prestations similaires :



Sans objet.

Article 6 - Règlement des comptes du titulaire

6-1- Retenue de garantie

Le maître d'œuvre est dispensé de retenue de garantie.

6-2 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et conformément aux stipulations des articles R2191-3, R2191-7 et 13 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public (tranche ferme ou tranche affermie) est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (tranche ferme ou tranche affermie) si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché (tranche ferme ou tranche affermie).

Cette avance est égale à **5%** du montant initial du marché (tranche ferme ou tranche affermie), si le délai d'exécution du marché (tranche ferme ou tranche affermie) n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché (tranche ferme ou tranche affermie) divisé par la durée du marché (tranche ferme ou tranche affermie) exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10 %**.

En application de l'article R2191-11 du Code de la commande publique et du présent CCAP, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché (tranche ferme ou tranche affermie) atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché (tranche ferme ou tranche affermie) qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT et ont une durée d'exécution supérieure à deux mois. La demande de versement de l'avance du sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution. Les modalités de détermination du montant de l'avance, de son versement et de son remboursement sont identiques à celles applicables au titulaire.



6-3- Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB/RIP original.

La facture libellée au nom du CNRS, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la référence du présent marché (25.14.018)
- ce N° sera complété par le N° de marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de la notification du présent marché)
- le N° de bon de commande (2093L0XXXX)
- le code division de l'Unité bénéficiaire 2093
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la désignation en clair du matériel livré / de la prestation exécutée
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS: FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément aux articles D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : MOY1400_OI)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2093L0XXXX).

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Le processus est le même pour les factures liées aux marchés de travaux, le maître d'œuvre en charge du contrôle de ces factures doit respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro qui s'impose aux entreprises et au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé, sous peine de ne pas permettre le traitement des factures et d'être tenu pour responsable du non-respect des délais de paiement qui en résulterait.



Une documentation utilisateur dédiée aux marchés de travaux et aux maîtres d'œuvre est disponible sur le site d'information Communauté Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/marche-de-travaux-pour-les-moe-points-clefs/>

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest – 16, avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest – 16, Avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest.

Le CNRS est tenu de procéder au paiement des acomptes et du solde conformément aux dispositions des articles L2191-1 et R2191-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

6-3-1- APS, APD/PRO

Les prestations incluses dans l'élément " Avant-projet-sommaire ", l'élément " Avant-projet-définitif " et l'élément "Etudes de projet " ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de l'élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 6.3 du présent CCAP N°25151.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (art 11.2 du CCAG-MOE et article R2191-22 du Code de la Commande Publique). Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6-3-2- Pour l'exécution des prestations ACT-DCE

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après validation par le Maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres : 60,00 % ;
- après notification aux entreprises des marchés de travaux : 40,00 %.

6-3-3- Pour l'exécution du Visa

Les prestations incluses dans l'élément ci-dessus feront l'objet d'un règlement dans les conditions ci-dessous :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui est présenté au visa du maître d'œuvre : 50,00 % à la remise des documents,
- sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50,00 % après Visa.

6-3-4- Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus sont réglées de la manière suivante :



a) Elément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85,00 % ;
- à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00 %.

b) Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement).

1 - A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20,00 % ;

2 - A la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40,00 % ;

3 - A l'achèvement des levées de réserves : 20,00 % ;

4 - A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44-2 dudit CCAG : 20,00 %.

6-3-5- Pour l'exécution des missions complémentaires



Mission 1 : DIAG : Diagnostic

Les prestations incluses dans l'élément sont réglées de la manière suivante :

Les prestations incluses dans l'élément " Diagnostic ", ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de l'élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.3 du présent CCAP N°25151.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (article R2191-22 du Code de la Commande Publique). Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6-3-6- Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La valeur de ces pourcentages est celle fixée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS, APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'modification de marché fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments APS, et APD.



6-3-7- Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.3 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

En application de l'article 11 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par voie électronique (**Chorus Pro**), son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est établi à partir du projet de décompte périodique, sur l'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.

d. Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;

2° L'incidence de la TVA ;

3° Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7-2 du présent CCAP N°25151 ;

4° L'incidence de l'éventuelle actualisation des prix appliquée conformément à l'article 4 du présent CCAP N°25151 sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;

5° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, et 4 ci-dessus dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

6-4- Solde

6-4-1- Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 25 du présent CCAP N°25151, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-MOE ;

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :



- a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 17 du présent CCAP N°25151 ;
- c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble des missions (mission de base et missions complémentaires) ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6-4-2- Décompte général - Etat du solde

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG-MOE s'appliquent. Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de l'éventuelle actualisation des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Dès acceptation par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif.

6-5- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

6-6- Intérêts moratoires

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS dans Chorus Pro.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.



6-7- Règlement en cas de cotraitants

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-MOE.

Si le titulaire du marché public est un groupement, le cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro. Celle-ci doit **obligatoirement** être validée par le mandataire du marché.

1- Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

La demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

6-8- Règlement en cas de sous-traitant

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.2 du CCAG-MOE.

❖ Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par le CNRS et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément du CNRS. Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

❖ La procédure de paiement direct :

S'il est admis au paiement direct, et que le titulaire du marché est présent dans Chorus Pro, le sous-traitant peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Celle-ci arrive au titulaire du marché pour validation, et prise en compte dans le processus de facturation.

❖ Les sous-traitants de second rang :

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code de la commande publique dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.



Article 7 - Délais - Pénalités phase "études"

7-1- Délais d'établissement des documents d'études

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ✱ **1er élément** : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- ✱ **Les éléments ou parties d'éléments suivants** : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- ✱ **DOE** : date de réception des travaux.

7-2- Pénalités encourues pour retard

7-2-1 Dispositions communes

Les pénalités sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du pouvoir adjudicateur par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités applicables au titulaire ne pourra excéder 30% du montant total hors taxe du marché.

Les pénalités portent sur la remise des documents d'études.

7-2-2 Pénalités encourues pour retard dans la remise des documents d'études

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé comme suit :

- | | |
|---|------------------|
| ○ Avant-projet sommaire : | 150 € par jour ; |
| ○ Avant-projet définitif : | 150 € par jour ; |
| ○ Etudes de projet : | 150 € par jour ; |
| ○ Etablissement du DCE : | 150 € par jour ; |
| ○ Rapport d'analyse : | 150 € par jour ; |
| ○ Dossier des ouvrages exécutés : | 150 € par jour ; |
| ○ DIAG..... | 150 € par jour ; |

Pour le calcul du nombre de jours de retard (calendaires), il n'est pas tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document ou rapport.

7-3- Réception des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage exclusivement en exemplaires informatiques pour vérification et réception.

Le maître d'ouvrage pourra demander des exemplaires « papiers » pour certains documents (plans..).



Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Eléments de la mission	Documents	Exemplaires informatiques
Avant-projet sommaire	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
	Maquette numérique	Oui
Avant-projet définitif	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
	Maquette numérique	Oui
Permis de construire	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
Etudes de projet	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
	Maquette numérique	Oui
Dossier de consultation des entreprises	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
Examen de conformité - VISA	Pièces écrites	Oui
Dossier des ouvrages exécutés	Plans	Oui
	Pièces écrites	Oui
	Maquette numérique	Oui
DIAG	Pièces écrites	Oui

7-4- Délais de validation applicables au Maître d'Ouvrage

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

Eléments de la mission	Code	Durée en semaines
Avant-projet sommaire	APS	3
Avant-projet définitif / Etudes de projet	APD / PRO	3
Assistance pour la passation des contrats de travaux : - Etablissement du DCE - Sélection et examen des candidatures - Rapport d'analyse des offres - Mise au point des contrats de travaux	ACT-DCE	5 semaines dont 2 pour le DCE
Mission Complémentaire	DIAG	3

Délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la version finale du document d'étude à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE la réception se fait par décision expresse du Maître d'Ouvrage.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.



Article 8 - Phase Travaux

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux (tranche ferme et tranches optionnelles) est de 25 mois dont 1 mois de préparation.

8-1- Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

8-1-1- Délai d'intervention du maître d'œuvre

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1.9 du CCAG-Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur.

Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue de la liquidation l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à **15 jours** à compter de la date de réception du document par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux.

Ce délai compris dans le délai global de paiement ne pourra excéder **15 jours**. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

8-1-2- Pénalités en cas de retard dans la transmission et l'établissement de documents y compris la vérification des projets de décompte mensuel et final ainsi que des ordres de service :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, si les délais imposés au Maître d'œuvre dans le présent CCAP N°25151 ne sont pas respectés, pour la gestion administrative et financière du projet, y compris la notification des ordres de service, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.

La personne publique contractante se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

8-2- Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

8-2-1- Délai d'intervention du maître d'œuvre

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à **15 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document.

Ce délai compris dans le délai global de paiement ne pourra excéder **15 jours**. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.



8-2-2- Pénalités - Retard dans la vérification du projet de décompte final

a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1 000 du montant du décompte général.

b) Réalisation des prestations aux frais du maître d'œuvre défaillant

La personne publique contractante se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

8-2-3 Suivi de l'exécution des travaux – Ordre de service – Pénalité :

Par sa mission de « direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est l'interlocuteur principal des entrepreneurs et l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Il est tenu de faire respecter par toute entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification de son propre fait.

Pour mener à bien cette mission, le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de tout entrepreneur.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée dans les conditions prévues à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux.

Les ordres de service doivent être transmis par le Maître d'œuvre dans un délai **d'une semaine** pour une exécution normale du marché, et de **deux jours** en cas d'urgence.

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que tous les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, feront l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

La fixation et la prolongation des délais sont prises par ordre de service du maître d'œuvre pour les cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux.

En dehors de ces cas, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'une modification de marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Le maître d'œuvre adressera au CNRS une copie de tout ordre de service notifiant une décision du CNRS et de tout acte majeur dans le suivi d'exécution et la gestion financière des marchés de travaux. Un ordre de service ne peut être contresigné par le CNRS.

En cas de défaillance constatée par le CNRS dans la formalisation des besoins par ordre de service, le CNRS appliquera par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, une pénalité de retard forfaitaire de 150€ HT sur la mission DET, par jour calendaire de retard pris entre la demande expresse du CNRS et la date effective de notification à l'entreprise.

8-3- Instruction des mémoires de réclamation

8-3-1- Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.



8-3-2- Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la remise de l'analyse du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 200 €.

Article 9 : Modalités de présentation des documents établis dans le cadre de la mission AOR - Pénalités

Dans un délai maximal de 2 semaines suivant l'établissement de l'acte le titulaire transmet au CNRS :

- Le bilan des opérations préalables à la réception et la liste des réserves,
- La proposition de décision de réception et ses conditions,
- Les délais de levée de réserves pour toute garantie contractuelle (garantie de parfait achèvement, garanties particulières),
- Après visite : bilan de la visite et propositions d'actions.

En cas de nécessité d'une action du CNRS pour des mesures coercitives comme une mise en demeure, ou pour une action plus longue, le titulaire saisi le CNRS dans un délai de 48 h suivant la visite sur site avec des éléments d'aide à la décision.

En cas de non-respect par le maître d'œuvre de sa mission AOR, le CNRS considérant qu'il s'agit d'un manquement à son obligation de résultat et de conseil, procédera à une mise en demeure du titulaire pour qu'il prenne les mesures nécessaires. Si la mise en demeure reste infructueuse, le maître de l'ouvrage procédera à une refaction de 20% minimum sur le montant des acomptes portant sur la mission AOR.

Article 10 - Coût prévisionnel des travaux

L'enveloppe financière affectée aux travaux est de 850 000,00 € hors TVA, le coût prévisionnel est fixé lors de l'approbation de l'APD.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

Après approbation de l'APD une modification de marché fixe le coût prévisionnel définitif et le forfait de rémunération définitif de la mission de base du titulaire.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur à l'enveloppe financière de l'ensemble des travaux arrêté par le maître de l'ouvrage à l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Article 11 - Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) fixé à l'acte d'engagement, au mois de remise de l'offre définitive.

Article 12 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux



Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %.

Article 13 - Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 12.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et résulte de circonstances qu'il pouvait prévoir, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande, ce afin d'aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière précitée.

Article 14 - Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus économiquement avantageuses par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois mo des offres travaux et au mois mo des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut décider de déclarer la consultation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, si cela résulte de circonstances qu'il pouvait prévoir, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de **20 jours** suivant la demande. La carence constatée du maître d'œuvre dans le respect du délai faisant suite à la demande expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 1/5 000ème du montant du marché. Le délai court à compter de la date d'envoi de la demande faite par courrier recommandé avec accusé de réception.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de **15 jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou engager une nouvelle négociation. La carence constatée du maître d'œuvre dans le respect du délai faisant suite à la demande expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 1/5 000ème du montant du marché.

Article 15 - Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.



Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois de remise des offres définitives ayant permis la passation des contrats de travaux.

Article 16 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance.
Ce taux de tolérance est de 2,00 %.

Article 17 - Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

Article 18 - Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, est le montant en prix de base des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, modification de marchés, ordres de service, décisions, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Article 19 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, résultant d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux et d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, le maître d'œuvre encourt une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération « t » fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder **15%** du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 20 - Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, résultant d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux et d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR).

Article 21 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.



Article 22 - Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent CCAP N°25151, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Article 23 - Utilisation des résultats (Propriété Intellectuelle)

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-MOE s'appliquent.

Article 24 - Arrêt de l'exécution des prestations

A) Interruption des prestations

Les prestations pourront être interrompues en application de l'article 25.1 du CCAG-MOE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie dans le présent CCAP N°25151.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

L'arrêt de l'exécution des prestations peut intervenir à la fin de chacun des éléments de la mission de base.

Par ailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations après avoir pris connaissance des résultats de la consultation pour la passation des marchés de travaux.

Dans ce cas, le paiement dû au titre de l'élément ACT-DCE sera égal à 60% du montant de cet élément tel que prévu à l'article 6-3-2 du présent CCAP N°25151, sous réserve de la production du rapport d'analyse des offres et de sa recevabilité.

B) Suspension des prestations

Les dispositions de l'article 25.2 du CCAG-MOE s'appliquent.

Article 25 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Article 26 - Résiliation du marché

Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

A) Résiliation pour motif d'intérêt général



Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

B) Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

De plus, le marché pourra être résilié au tort du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 17 du présent CCAP N°25151, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire (article 30.3 du présent CCAP N°25151).

C) Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 27 - Confidentialité

En sus des dispositions de l'article 5 du CCAG-MOE le maître d'œuvre, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation générale de secret et de discrétion sur tous les documents et informations communiqués, même lorsque ceux-ci ne sont pas revêtus expressément de la mention « **confidentiel** ». Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du maître d'œuvre.



Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du maître d'œuvre ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le maître d'œuvre à des personnes tierces au présent marché sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le maître d'œuvre mandataire garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le maître d'œuvre déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

Article 28 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE tout membre du groupement titulaire (mandataire, cotraitants) et tout sous-traitant doit justifier, avant la notification du contrat, qu'il est titulaire des contrats d'assurances couvrant l'ensemble des responsabilités susceptibles d'être engagées au titre du marché.

A cet effet il doit être communiqué au CNRS, toute attestation de souscription de police(s) d'assurances précisant les dates de validité, l'étendue de la responsabilité garantie, le périmètre précis des métiers/activités couvert(e)s, la couverture des dommages immatériels et aux existants, les cas d'exclusion, les plafonds financiers/franchises associés à la prise en charge en cas de sinistre.

Le titulaire adressera chaque attestation d'assurance annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans les 15 jours suivants la demande.

Article 29 - Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers

29-1- Principes généraux

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1, 2, 3, 5, 6 et 8 de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

29-2- Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

29-3- Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1/ Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

2/ Obligations du maître d'œuvre



- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :
 - * tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
 - * tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - * la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - * le calendrier détaillé d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - * fournir au coordonnateur S.P.S, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
 - * respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent CCAP N°25151.
- Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre peut consulter le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.
- Démarrage des travaux.

Le maître d'œuvre devra impérativement notifier le début de la période de préparation et le démarrage des travaux par deux ordres de service distincts.

Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 30 – Clauses ZRR (Zone à Régime Restrictif)

30-1- Mesures de sécurité particulières

En complément de l'article 5 du CCAG-MOE il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-MOE.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.



30-2- Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (*à compter du 1^{er} janvier 2025*).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues au présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article précédent.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des



données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché, pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

30-3- Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent marché peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

Article 30 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection



des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice



d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »

Article 31 – Attribution de juridiction

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché en application de l'article 35 du CCAG-MOE.

Procédure contentieuse :

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Toulouse sera compétent.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse.

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www. http://toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.toulouse.tribunal-administratif.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif ,68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse

Tel : 05 62 73 57 57

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www.http://toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.toulouse.tribunal-administratif.fr)

Article 32 - Dérogations au CCAG-MOE

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières sont apportées aux articles suivants du CCAG-MOE :

Dérogation à l'article 11.7 du CCAG-MOE par l'article 6.4.1 du CCAP

Dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE par l'article 7.2 du CCAP

Dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE par l'article 7.4 du CCAP

Dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE par l'article 7.4 du CCAP

Dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE par les articles 8.1.2, 8.2.2, 8.2.3, 8.3.2 du CCAP

Dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE par l'article 26 du CCAP

Dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE par l'article 28 du CCAP

Dérogation à l'article 5.3 du CCAG-MOE par l'article 30.1 du CCAP

Dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE par l'article 4.4 du CCAP

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux par l'article 8.1.1 du CCAP